

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU
mardi 20 septembre 2016

NOMBRE D'ELUS COMMUNAUTAIRES
EN EXERCICE : 81

QUORUM : 41

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE convoqué le mardi 20 septembre 2016, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Audrey PASQUALI-CERNY

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
69	12	0
OBJET DE LA DELIBERATION		
N° 16/09/99		
INSTAURATION DE LA TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE A COMPTER DE 2017		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Madame Dominique ANDREOTTI, M. Claude ASTORE, Mme Hélène AUDIBERT, M. Christian BARLO, M. Robert BENEVENTI, Madame Nicole BERNARDINI, Madame Véronique BERNARDINI, Madame Nathalie BICAIS, Monsieur Frédéric BOCCALETTI, M. Michel BONNUS, Madame Marie-Christine BOUCHEZ, Mme Isabelle BOURGEOIS, Mme Béatrice BROTONS, M. François CARRASSAN, Madame Fabiola CASAGRANDE, M. Robert CAVANNA, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVARD, Monsieur Anthony CIVETTINI, M. Jacques COUTURE, M. Michel DALMAS, Monsieur Marc DESGORCES, M. Jean-Guy DI GIORGIO, Madame Annick DUCARRE, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Hubert FALCO, Mme Florence FEUNTEUN, M. Alain FUMAZ, Madame Amandine FUMEX, Mme Marcelle GHERARDI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Marc GIRAUD, Monsieur Damien GUTTIEREZ, M. Jean-Pierre HASLIN, M. Laurent JEROME, Madame Cécile JOURDA, Monsieur Yves KBAIER, Monsieur Michel LANDOLFINI, Madame Laure LAVALETTE, Madame Danièle LE GAC, Mme Raphaëlle LEGUEN, Mme Geneviève LEVY, Monsieur Mohamed MAHALI, Mme Sylvie MAHIEU, Madame Béatrice MANZANARES, Madame Edwige MARINO, M. Anne-Marie METAL, Mme Valérie MONDONE, Monsieur Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Christine PAGANI-BEZY, Madame Audrey PASQUALI-CERNY, Madame Reine PEUGEOT, Mme Chantal PORTUESE, Monsieur Guy REBEC, Madame Denise REVERDITO, Madame Valérie RIALLAND, Madame Anne-Marie RINALDI, M. Francis ROUX, M. Philippe SANS, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, Monsieur Yann TAINGUY, Madame Karine TROPINI, M. Léopold TROUILLAS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Marc VUILLEMOT, Monsieur Jean-Yves WAQUET

REPRESENTES :

Madame Edith AUDIBERT représenté(e) par M. Francis ROUX, Mme Martine BERARD représenté(e) par Monsieur Michel LANDOLFINI, Monsieur Jean-Pierre COLIN représenté(e) par Madame Nathalie BICAIS, Mme Caroline DEPALLENS représenté(e) par M. Yannick CHENEVARD, Mme Vanessa GERBY-GEBELLIN représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, Mme Christiane HUMMEL représenté(e) par M. Jacques COUTURE, M. Guy MARGUERITE représenté(e) par Mme Béatrice BROTONS, Madame Josette MASSI représenté(e) par M. Léopold TROUILLAS, M. Jean-Louis MASSON représenté(e) par M. Jean-Pierre HASLIN, M. Jérôme NAVARRO représenté(e) par M. Laurent JEROME, Monsieur Jérémie VIDAL représenté(e) par Mme Sylvie MAHIEU, M. Gilles VINCENT représenté(e) par M. Hubert FALCO

ABSENTS :

Séance Publique du 20 septembre 2016

N° D' O R D R E : 16/09/99

OBJET : INSTAURATION DE LA TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE A COMPTER DE 2017

M. Le Président expose :

Mes chers collègues,

Loi N°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, est venue renforcer les champs de compétences de plein droit dévolues aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au premier rang desquels les Communautés d'Agglomération.

L'article 64 de ladite loi pose le principe du transfert de plein droit aux EPCI à fiscalité propre, de la compétence « Promotion du tourisme, dont la création d'office de tourisme », nouvelle compétence communautaire relevant du bloc de compétence Développement économique.

La loi prévoit, par ailleurs, que les EPCI concernés par ces mesures disposent d'un délai qui court jusqu'au 1er janvier 2017 pour mettre leurs statuts en conformité, et ce, volontairement par la mise en œuvre d'une procédure d'extension de compétences, en application du dispositif de l'article L 5211-17 du CGCT. C'est la raison pour laquelle le Conseil Communautaire, par délibération en date du 20 SEPTEMBRE 2016 a délibéré en ce sens, la procédure se poursuivant actuellement par la consultation des Communes membres, afin de permettre à Monsieur le Préfet, d'éditer l'arrêté portant extension des compétences de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

Il est par ailleurs rappelé que l'article L 134-2 du Code de Tourisme, qui pose le principe de la dévolution de la compétence Tourisme aux intercommunalités, induit que les Offices de tourisme des Communes touristiques et des stations classées de tourisme sont transformés en bureau d'information de l'Office de tourisme intercommunal, sauf lorsqu'ils deviennent le siège de cet Office, ce qui a pour conséquence, implicitement mais nécessairement, la création d'un Office de tourisme communautaire, création qui fait l'objet d'une délibération distincte de la présente.

En ce qui concerne la Taxe de séjour qui permet le financement de cette nouvelle compétence, TOULON PROVENCE MEDITERRANEE dispose de la faculté d'instituer, comme ses Communes membres, une Taxe de séjour intercommunale qui aura ainsi vocation à s'appliquer sur l'ensemble du territoire communautaire. En effet, la Taxe de séjour, aujourd'hui perçue par les communes, n'est pas, selon la loi transférée de plein droit à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE. Dès lors, il est proposé d'instaurer une Taxe de séjour communautaire qui apparaît comme un outil d'harmonisation de la politique touristique à l'échelle de notre territoire.

Il est également rappelé que sur le territoire de la Communauté, un certain nombre de Communes, au rang desquelles, les Villes de TOULON, HYERES, LE PRADET, CARQUEIRANNE, SAINT MANDRIER et s'agissant de l'Ouest Var, le Syndicat Intercommunal compétent (composé des Communes de LA SEYNE SUR MER, SIX FOURS LES PLAGES, OLLIOULES), ont déjà institué sur leur territoire respectif une Taxe de séjour.

Les Communes dotées d'une telle taxe et dont la délibération d'instauration est toujours en vigueur, lors de l'institution de la Taxe de séjour communautaire, disposent de la faculté, en application des dispositions de l'article L 5211-21 du CGCT, de conserver leur propre taxe en lieu et place de la Taxe de séjour communautaire sur leur territoire. Dans ce cas-là, elles continueront à percevoir, et à collecter, au regard de ce qui a été écrit ci-dessus, leur Taxe de séjour communale, selon leur propre tarif. Toutefois, il est important de préciser qu'elles devront, en cas de création d'un Office de Tourisme Communautaire sous forme d'EPIC, la reverser intégralement à celui-ci. Pour continuer à percevoir leur propre taxe de séjour communale, il leur appartiendra formellement de délibérer en ce sens au plus tard à la date du 31 décembre prochain, soit antérieurement à l'application et à la mise en œuvre de la Taxe de séjour communautaire.

S'agissant de la Taxe de séjour communautaire et de la détermination du régime fiscal afférent, deux options sont envisageables selon les modalités de recouvrement : soit la taxe est dite recouvrée « au réel », auquel cas, elle est établie directement sur les personnes hébergées qui ne sont pas domiciliées sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et qui n'y possèdent pas de résidence ; soit la taxe est recouvrée de manière forfaitaire, elle est alors due par les logeurs, le montant étant déterminé en tenant compte de la capacité d'accueil de l'hébergement et de son ouverture dans la période de perception.

Compte tenu de ces modalités, il est proposé, d'appliquer un recouvrement au réel, sauf pour ce qui concerne les ports de plaisance, et pour tenir compte de l'harmonisation des tarifs de la Taxe de séjour intercommunale de retenir ceux pratiqués par la commune de HYERES soit :

Catégories d'hébergement	Tarif CA TPM	Taxe additionnelle 10% CG	Total par personne et par nuitée
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,00 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,25 €	0,23 €	2,48 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,90 €	0,19 €	2,09 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,25€	0,13 €	1,38 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0.90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0.75 €	0,08	0,83 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,75 €	0,08	0,83 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,75 €	0,08	0,83 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0.55 €	0,06	0,61 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles ou sans classement ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, port de plaisance	0,20 €	0,02	0,22 €

En ce qui concerne les ports de plaisance, la taxe de séjour intercommunale s'appliquera forfaitairement selon la formule suivante :

(Nombre d'unité d'accueil – abattement obligatoire) X Tarif X Nombre de nuitées

Nombre d'unité d'accueil : Nombre d'anneaux accueillant des bateaux de plus de huit mètres multiplié par 3 couchages par bateau

Abattement obligatoire : 40% pour plus de 106 nuitées.

Tarif : 0,20€ plus 0,02€ de taxe additionnelle départementale par couchage.

Nombre de nuitées : 120

Chaque année, les ports de plaisance déclareront leur capacité d'accueil pour permettre le calcul de la taxe forfaitaire à reverser à l'office de tourisme intercommunale et un titre de recettes sera émis sur la base de cette déclaration.

S'agissant de la période de perception, il appartient à la Communauté d'Agglomération de choisir entre une couverture intégrale sur toute l'année et une partie seulement de celle-ci en une ou plusieurs périodes.

Compte tenu de l'intensité de l'activité touristique sur notre territoire, il est proposé que la période de perception couvre la totalité de l'année.

En tout état de cause, compte tenu de la date à laquelle interviendrait, et sous réserve de détermination de la date de perception, la décision d'institution de la Taxe de séjour communautaire, l'effectivité de l'application de ladite Taxe interviendra à compter du 1er janvier prochain.

Les exonérations codifiées à l'article L 2333-31 du CGCT s'appliquent de droit et les exonérations facultatives pouvant être instaurées par la collectivité sont supprimées, depuis la LOI n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de Finances pour 2015.

Pour ce qui est de l'affectation du produit de la Taxe de séjour communautaire, celui-ci sera entièrement dédié aux dépenses afférentes au développement touristique du territoire, l'affectation pouvant, par ailleurs, en fonction de la détermination de la nature juridique de l'Office du tourisme communautaire qui sera retenue, être intégralement versée au bénéfice dudit Office de tourisme communautaire.

En cas de non application des règles fixées en matière de recouvrement de la Taxe de séjour par les personnes intéressées, et particulièrement de cas de non établissement de l'état relatif audit recouvrement ou de non-respect des prescriptions posées relatives à la tenue de cet état, de non perception ou de non versement de la Taxe de séjour communautaire, il sera fait application des dispositions de l'article R 2333-54 du CGCT qui prévoit que ces faits-là sont punis de peine de contravention de 4ème classe.

Après avoir entendu le rapport du Président

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2333-26 et suivants, L 5211-21,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles R 5211-21, R 2333-43 et suivants,

VU la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 portant loi de finances pour 2015,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,

VU l'avis de la Commission Finances du 13 septembre 2016,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'INSTITUER la taxe de séjour sur son territoire à compter du 1er janvier 2017.

ARTICLE 2

DE DETERMINER les natures d'hébergements taxables au réel à la taxe de séjour comme suit :

Catégories d'hébergement :

- Palaces

- Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles
- Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles
- Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles
- Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles
- Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures
- Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement
- Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement
- Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles
- Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles, ou sans classement.

ARTICLE 3

DE FIXER les tarifs comme suit :

Catégories d'hébergement	Tarif CA TPM	Taxe additionnelle 10% CG	Total par personne et par nuitée
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,00 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,25 €	0,23 €	2,48 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,90 €	0,19 €	2,09 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,25€	0,13 €	1,38 €

Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,75 €	0,08	0,83 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,75 €	0,08	0,83 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,75 €	0,08	0,83 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,55 €	0,06	0,61 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles ou sans classement ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, port de plaisance	0,20 €	0,02	0,22 €

ARTICLE 4

DE FIXER une taxe forfaitaire pour les ports de plaisance qui sera calculée sur les bases suivantes :

- Capacité d'accueil du port en bateaux de plus 8 mètres disposant de couchages.
- Nombre moyen de couchages arrêté à 3 personnes par bateau.
- Tarif de 0,20€ par couchage plus 0,02€ de taxe additionnelle départementale.
- Nombre de 120 nuitées forfaitaires par année.

Et d'appliquer au résultat obtenu un abattement de 40%.

ARTICLE 5

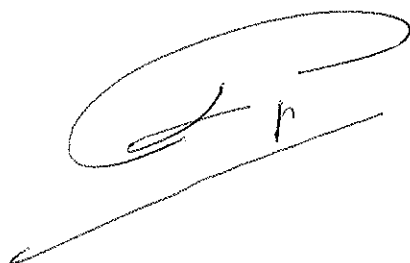
DE PERCEVOIR la taxe de séjour du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 20 septembre 2016

Hubert FALCO

Président de la Communauté
d'Agglomération
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 75

CONTRE : 5
Monsieur Frédéric BOCCALETTI,
Monsieur Marc DESGORCES, Madame
Laure LAVALETTE, Madame Danièle LE
GAC, Monsieur Jean-Yves WAQUET

ABSTENTION : 1
M. Christian BARLO